Le Financial Times annonce la fin du mythe de l’immigration de masse comme remède économique au vieillissement, aux pénuries de main-d’œuvre et au ralentissement de la croissance

11/07/2026 à 17h21



Longtemps présentée comme une réponse évidente au vieillissement démographique, aux pénuries de main-d’œuvre et au ralentissement économique, l’immigration massive fait désormais l’objet d’une remise en cause croissante. Oren Cass, économiste en chef d’American Compass et contributeur au *Financial Times*, estime que les économistes ont trop souvent minimisé ses effets sur les salaires, la qualité de l’emploi, le logement et les services publics.

Selon lui, le changement est aussi politique. Aux États-Unis comme en Europe, les partis de centre gauche découvriraient que l’immigration incontrôlée menace directement leurs perspectives électorales. Cette évolution s’accompagnerait

d’un retournement progressif du débat économique. Des économistes des Réserves fédérales de Dallas et de San Francisco ont ainsi attribué 30 % de la hausse rapide des prix du logement aux États-Unis entre 2021 et 2024 à l’augmentation de l’immigration illégale.

Le référendum suisse de juin sur le plafonnement de la population a également relancé la discussion. Le professeur d’économie Alan Manning y a soutenu que l’immigration ne constituait pas une solution au vieillissement de la population et que les dépenses qu’elle entraîne pouvaient peser sur la productivité. Un dirigeant d’entreprise suisse a qualifié le recours à l’immigration pour résoudre les pénuries de main-d’œuvre de « solution paresseuse », tandis qu’un autre a estimé que « la pression pour améliorer la productivité dans les industries et les services a disparu ».

Oren Cass insiste sur les conséquences possibles d’une main-d’œuvre abondante et bon marché. Lorsque les employeurs savent qu’ils pourront recruter continuellement des travailleurs facilement exploitables, ils auraient moins intérêt à améliorer les emplois, à modifier leur organisation ou à investir dans la productivité. Selon lui, un emploi que « les Américains ne veulent pas faire » n’existe que parce que les entreprises savent qu’elles pourront trouver quelqu’un d’autre pour l’accepter.

Une étude récente de Daron Acemoglu, prix Nobel d’économie 2024, David Autor, Keelan Beirne et Andrew Scott apporte un autre élément au débat. Les chercheurs ont étudié les conséquences de la baisse de la natalité, et non directement celles de l’immigration. Ils constatent néanmoins que la diminution du nombre de travailleurs disponibles n’a pas produit la stagnation attendue.

« Contrairement à l’idée dominante, nous constatons que la baisse des taux de natalité a jusqu’à présent entraîné une croissance plus élevée du PIB par travailleur entre les pays

et une progression plus forte des salaires sur les marchés locaux du travail aux États-Unis », écrivent-ils.

Ils expliquent ce phénomène par « la réponse technologique endogène, économe en main-d'œuvre, à la raréfaction des jeunes travailleurs ». Autrement dit, le manque de main-d'œuvre aurait poussé les entreprises à investir, à automatiser et à innover, ce qui aurait permis de préserver l'activité tout en augmentant la productivité et les salaires.

Ces résultats doivent encore être approfondis, reconnaît Oren Cass. Ils modifient toutefois, selon lui, le point de départ du débat. L'argument selon lequel l'immigration massive permettrait de résoudre la pénurie de logements en fournissant davantage d'ouvriers du bâtiment lui paraît désormais moins crédible. Il invite également les 1 470 économistes qui affirmaient en 2017 que l'immigration apportait de jeunes travailleurs capables de compenser le départ à la retraite des baby-boomers à produire des preuves concrètes.

L'auteur rapproche cette situation du consensus qui entourait autrefois le libre-échange et l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce. En 2000, le secrétaire américain au Trésor Lawrence Summers assurait qu'il n'existait qu'une seule réponse parmi les économistes : l'intégration de la Chine dans le système économique mondial serait bénéfique aux États-Unis.

Ce jugement a depuis été largement remis en cause. Paul Krugman a lui-même reconnu récemment s'être trompé après avoir longtemps défendu l'idée qu'un pays servait nécessairement ses propres intérêts en poursuivant le libre-échange, indépendamment de la politique des autres États. Il s'est dit « choqué » par sa propre évolution et par celle de collègues historiquement favorables à la mondialisation.

Pour Oren Cass, le débat sur l'immigration n'a pas encore atteint ce stade. Il ressemblerait davantage à celui sur le

libre-échange au milieu des années 2010, lorsque les premières recherches de David Autor et d'autres économistes sur le « choc chinois » avaient commencé à ébranler le consensus. L'auteur estime que les prochaines années pourraient être difficiles pour ceux qui continuent à défendre l'immigration massive comme une politique économique allant de soi.

Financial Times